



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/63/18
2 mars 2011

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-troisième réunion
Montréal, 4 – 8 avril 2011

PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUD POUR L'ANNÉE 2011

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le PNUD demande au Comité exécutif l'approbation d'un montant de 447 217 \$US pour son programme de travail de l'année 2011, plus les coûts d'appui de l'agence de 36 541 \$US. Le programme de travail est joint à ce document.

2. Les activités proposées dans le programme de travail du PNUD sont présentées dans le tableau 1 ci-dessous :

Tableau 1 : Programme de travail du PNUD

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$ US)	Montant recommandé (\$ US)
SECTION A: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE			
A1. Prorogation des projets de renforcement des institutions:			
Chili	Prorogation du projet de renforcement des institutions (Phase IX)	186 550	186 550
Géorgie	Prorogation du projet de renforcement des institutions (Phase VII)	60 667	60 667
	Sous-total pour A1:	247 217	247 217
SECTION B: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL			
B1. Assistance technique:			
Au niveau mondial	Mobilisation de ressources pour étudier les avantages connexes de l'élimination des HCFC sur le climat	200 000	*
	Sous-total pour B1:	200 000	*
	Sous-total A et B	447 217	247 217
	Coûts d'appui de l'agence (7,5 pour cent pour la préparation de projet et le renforcement des institutions et autres activités supérieures à 250 000 \$US et 9 pour cent pour d'autres activités inférieures à 250 000 \$US):	36 541	18 541
	Total:	483 758	265 758

*Projet soumis pour examen individuel ou en attente

SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE

A1. Prorogation des projets de renforcement des institutions

- a) Chili (phase IX) : 186 550 \$US
- b) Géorgie (phase VII) : 60 667 \$US

Description des projets

3. Le PNUD a présenté la demande de prorogation pour les projets de renforcement des institutions (RI) au Chili et en Géorgie. La description des demandes pour ces deux pays figure à l'annexe 1 du présent document.

Observations du Secrétariat

4. Le Secrétariat du Fonds a examiné les rapports finaux sur le RI et les plans d'action présentés par le PNUD au nom du Chili et de la Géorgie selon le format révisé pour la prorogation du RI, approuvé par la décision 61/43. Le Secrétariat a tenu compte des décisions 59/17, 59/47b) et 61/43 lors de l'examen des demandes pour le RI, notamment la décision 61/43 par laquelle le Comité exécutif a décidé de "maintenir le financement du soutien au renforcement des institutions aux niveaux actuels, et de renouveler les projets de renforcement des institutions pour la période complète de deux ans à partir de la 61^e réunion."

Recommandation du Secrétariat

5. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale des demandes de prorogation du RI pour le Chili et la Géorgie aux niveaux de financement indiqués dans le tableau 1 du présent document. Le Comité exécutif peut souhaiter faire part aux gouvernements du Chili et de la Géorgie des observations qui figurent à l'annexe 2 du présent document.

SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL

B1. Assistance technique

Au niveau mondial : mobilisation de ressources pour étudier les avantages connexes de l'élimination des HCFC sur le climat : 200 000 \$US

Description du projet

6. À la 62^e réunion le Comité exécutif, par sa décision 62/20, a demandé au PNUD de différer le dépôt d'une proposition de projet d'assistance technique pour mobiliser des ressources en vue de maximiser les avantages climatiques connexes de l'élimination des HCFC et de présenter le projet à la 63^e réunion avec toute information nouvelle que l'agence d'exécution pourrait fournir. Le PNUD présente une proposition révisée pour examen par le Comité exécutif, conformément à la décision citée ci-dessus.

7. La proposition actuelle englobe la préparation et la mise en œuvre de quatre projets pilotes qui viseront à maximiser les avantages de l'élimination des HCFC sur le climat dans les secteurs manufacturiers de la réfrigération et de la climatisation, avec l'intention d'utiliser l'expérience du PNUD comme guichet unique du financement environnemental. Ces quatre projets exposeront en détail les interventions techniques au niveau du secteur/de l'entreprise pour améliorer l'efficacité énergétique, les interventions nationales en matière de politiques et de règlements pour assurer la pérennité de ces interventions et leurs incidences sur le climat ainsi que la prise en compte des incidences de ces interventions sur le climat, notamment dans le cadre des objectifs volontaires de réduction d'émissions adoptés par les grands pays visés à l'article 5. Ces propositions seront élaborées à l'intérieur des obligations des pays visés à l'article 5 sélectionnés dans le cadre de leurs plans respectifs de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) et seront présentées pour financement à des sources en dehors du Fonds multilatéral. La description détaillée du projet figure à l'annexe 2 au programme de travail.

8. Le tableau suivant fournit une ventilation de la somme de 200 000 \$US demandée par le PNUD :

Éléments de coûts	Coût (\$ US)
Experts techniques/frais de déplacement/indemnités journalières de subsistance (50 000 \$US par proposition de projet)	200 000
Consultations des intervenants	50 000
Total	250 000
Cofinancement de contrepartie du PNUD en nature (déjà fourni)	50 000
Financement requis du Fonds multilatéral	200 000
Total incluant les coûts d'appui (9 pour cent)	218 000

9. Cette demande inclut un cofinancement de contrepartie du PNUD en nature de 50 000 \$US pour couvrir les coûts de son équipe interne sur le financement du carbone et des autres équipes qui ne font pas partie du Protocole de Montréal pour offrir des services techniques et développer les éléments structurels, commerciaux, juridiques et politiques, le cas échéant.

Observations du Secrétariat

10. La proposition révisée du PNUD se concentre sur l'étude des possibilités de cofinancement pour financer des avantages supplémentaires de l'élimination des HCFC sur le climat et n'inclut pas actuellement l'examen de projets de destruction des SAO. Elle contient aussi une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces de la proposition. Le Secrétariat a demandé au PNUD de préciser comment il avait l'intention de maximiser les avantages climatiques dans les secteurs manufacturiers de la réfrigération et de la climatisation, quels projets seraient élaborés et sous quelle forme et comment ces projets seraient reliés aux PGEH actuels en cours de préparation. Il a aussi demandé des informations sur les critères de sélection de tels projets, notamment s'ils s'adressaient à des pays précis.

11. Le PNUD a mentionné que dans le contexte des lignes directrices actuelles sur le financement des projets de conversion dans le secteur manufacturier et de la réfrigération au sein du Fonds multilatéral, un certain nombre de paramètres ne sont pas admissibles ou pleinement admissibles au financement et s'ils étaient mis en œuvre par le pays dans son PGEH, ils pourraient engendrer des avantages climatiques plus importants. Il peut s'agir notamment de nouvelles modifications techniques apportées à la conception des équipements pour améliorer l'efficacité énergétique tels que des compresseurs et des ventilateurs à efficacité élevée et de nouveaux concepts pour les échangeurs d'air. Cette proposition cherche donc des fonds pour identifier et préparer ces projets, soit pour un PGEH déjà approuvé ou qui doit être soumis à l'examen du Comité exécutif, en se concentrant sur les pays où le PNUD est l'agence principale. Selon le PNUD, les critères de sélection du pays incluront la réceptivité du gouvernement et de l'industrie, la pertinence des dispositions institutionnelles et réglementaires et l'étendue de la collaboration entre les agents de l'ozone et du climat dans le pays, entre autres. Ces projets seraient ensuite présentés pour financement à des sources en dehors du Fonds multilatéral, en utilisant les sources de financement du PNUD. Le PNUD a la ferme conviction que l'approbation du financement de ces projets permettrait l'introduction d'autres activités dans le pays bénéficiaire qui augmenteraient les avantages climatiques de l'élimination des HCFC.

12. Le Secrétariat a également demandé des précisions sur les résultats visés par ces projets et comment ils pourraient mobiliser des ressources pour générer des avantages climatiques supplémentaires. Le Secrétariat a aussi demandé au PNUD si la proposition portait sur l'élaboration d'une méthodologie destinée à quantifier les avantages climatiques par la mesure, la communication et la vérification des résultats des interventions techniques proposées dans le secteur visé. Le PNUD a répondu que l'intention n'était pas d'élaborer une méthodologie mais il a confirmé que l'expérience acquise dans l'élaboration de ces projets et l'examen des critères des autres sources de financement ainsi que l'obtention de l'approbation finale pourraient servir de modèle/exemple au Comité exécutif pour une démarche future similaire. Par ailleurs, le PNUD a précisé que cette démarche pourrait s'avérer utile ensuite pour l'intégration de la Phase II du PGEH pour les pays qui ont un secteur manufacturier.

Recommandation du Secrétariat

13. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner si la préparation de projet pour quatre projets dans le secteur manufacturier de la réfrigération et de la climatisation qui étudient des interventions techniques destinées à améliorer l'efficacité énergétique, des mesures réglementaires et politiques nationales pour assurer la pérennité de telles interventions en vue de maximiser l'incidence de l'élimination des HCFC sur le climat, devrait être financée comme activités de mobilisation de ressources.

:

Annexe I

PROPOSITIONS DE PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

Chili: Prorogation du renforcement des institutions

Sommaire du projet et profil du pays		
Agence d'exécution:		PNUD
Montants déjà approuvés pour le renforcement des institutions (\$ US):		
	Phase I: Juin-92	213 000
	Phase II: Oct-96	113 500
	Phase III: Juil-98	143 500
	Phase IV: Déc-00	143 500
	Phase V: Nov-02	186 550
	Phase VI, année 1: Avr-05	93 275
	Phase VI, année 2: Nov-05	93 275
	Phase VII: Mars-07	186 550
	Phase VIII: Avr-09	186 550
	Total:	1 359 700
Montant demandé pour la prorogation (phase IX) (\$ US):		186 550
Montant recommandé pour l'approbation de la phase IX (\$ US):		186 550
Coûts d'appui de l'agence (US \$):		13 991
Coût total de la phase IX du renforcement des institutions pour le Fonds multilatéral (\$ US):		200 541
Date d'approbation du programme de pays:		1992
Consommation de SAO déclarée dans le programme de pays (1989) (tonnes PAO):		1 055,2
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO):		
a)	Annexe A, Groupe I (CFC) (moyenne 1995-1997)	828,7
b)	Annexe A, Groupe II (halons) (moyenne 1995-1997)	8,5
c)	Annexe B, Groupe II (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)	0,6
d)	Annexe B, Groupe III (méthyle chloroforme) (moyenne 1998-2000)	6,4
e)	Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)	212,5
Consommation la plus récente de SAO, déclarée en vertu de l'article 7 (2009) (tonnes PAO):		
a)	Annexe A, Groupe I (CFC)	21,7
b)	Annexe A, Groupe II (halons)	0,0
c)	Annexe B, Groupe II (tétrachlorure de carbone)	0,0
d)	Annexe B, Groupe III (méthyle chloroforme)	0,0
e)	Annexe E (bromure de méthyle)	149,6
f)	Annexe C, Groupe I (HCFC)	75,2
	Total:	246,5
Année des données déclarées sur la mise en œuvre du programme de pays:		2009
Montant approuvé pour des projets (en date de novembre 2010) (\$ US):		14 145 561
Montant décaissé (en date de décembre 2009) (\$ US):		8 971 661
SAO à éliminer (en date de novembre 2010) (tonnes PAO):		1 261,2
SAO éliminées (en date de décembre 2009) (tonnes PAO):		965,6

1. Sommaire des activités et des fonds approuvés par le Comité exécutif:

Sommaire des activités	Fonds approuvés (\$ US)
a) Projets d'investissement:	8 334 931
b) Renforcement des institutions:	1 359 700
c) Préparation de projet, assistance technique, formation et autres projets ne portant pas sur des investissements:	4 450 930
Total:	14 145 561

Rapport périodique

2. Au cours de la huitième phase de son projet de renforcement des institutions (RI), l'Unité nationale de l'ozone (UNO) a coordonné le parachèvement de plusieurs activités reliées à la réalisation et au maintien de l'élimination totale des CFC. Ces activités incluaient la formation aux pratiques exemplaires, dispensée à plus de 2 500 techniciens (estimation réalisée à la fin de 2010), 99 conversions d'équipements, la préparation d'une norme sur les pratiques exemplaires en entretien et les premières étapes de l'élaboration d'un système national d'accréditation des techniciens. De plus, l'UNO a livré 13 équipements pour la fabrication de mousse pulvérisée et dans le secteur des solvants elle s'est assurée, à travers le projet d'assistance technique, que tous les utilisateurs ont introduit des solutions de remplacement ou éliminé l'utilisation de SAO, y compris dans les industries et les laboratoires. La préparation du plan d'élimination des HCFC est terminée et elle a permis à l'UNO d'identifier les importateurs et exportateurs de polyols formulés et de les inclure dans le rapport en vertu de l'article 7. L'UNO a aussi mis en œuvre des activités de sensibilisation destinées au grand public, tels que des concours de peinture et une exposition muséale qui ont connu un grand succès. Enfin, la Commission nationale de l'environnement (CONAMA) est devenue le ministère de l'Environnement et l'UNO s'est efforcé de sensibiliser le nouveau ministère de l'environnement aux nouveaux défis associés aux HCFC.

Plan d'action

3. Durant la prochaine phase du projet de RI, le Chili cherchera à maintenir l'élimination totale de la consommation de CFC et à assurer le respect de la première mesure de réglementation des HCFC en 2013. L'UNO commencera à mettre en œuvre la phase I du PGEH, à instaurer le décret ajusté sur la réglementation des HCFC et éventuellement à introduire, en partie, la réglementation sur les produits et des équipements à base de HCFC. Ce décret fournira le fondement légal du nouveau calendrier de réduction des HCFC. L'UNO poursuivra son travail pour l'instauration du programme d'accréditation des techniciens, les conversions d'équipements supplémentaires à base de CFC et de HCFC, la formation des agents de douane pour le contrôle des HCFC, la consultation de tous les comités directeurs et la formation aux nouvelles technologies dans plusieurs secteurs, incluant les mousses et la réfrigération. Dans le cadre de la phase I du PGEH, l'UNO débutera la mise en œuvre d'un projet de groupe pour remplacer l'utilisation des HCFC dans les mousses par des hydrocarbures prémélangés. Enfin, l'UNO continuera à mener des activités de sensibilisation du public pour appuyer l'élimination des CFC, des halons, du bromure de méthyle et des HCFC.

Géorgie: Prorogation du renforcement des institutions

Sommaire du projet et profil du pays		
Agence d'exécution:		PNUD
Montants déjà approuvés pour le renforcement des institutions (\$US):		
	Phase I: Nov-97	70 000
	Phase II: Déc-00	46 700
	Phase III: Avr-03	60 667
	Phase IV: Avr-05	60 667
	Phase V: Juil-07	60 667
	Phase VI: Avr-09	60 667
	Total:	359 368
Montant demandé pour la prorogation (phase VII) (\$ US):		60 667
Montant recommandé pour l'approbation de la phase VII (\$ US):		60 667
Coûts d'appui de l'agence (\$ US):		4 550
Coût total de la phase VII du renforcement des institutions pour le Fonds multilatéral (\$ US):		65 217
Date d'approbation du programme de pays:		1997
Consommation de SAO déclarée dans le programme de pays (1996) (tonnes PAO):		24,9
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO):		
a) Annexe A, Groupe I (CFC) (moyenne 1995-1997)		22,5
b) Annexe A, Groupe II (halons) (moyenne 1995-1997)		42,5
c) Annexe B, Groupe II (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)		0,0
d) Annexe B, Groupe III (méthyle chloroforme) (moyenne 1998-2000)		0,0
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)		13,7
Consommation la plus récente de SAO déclarée en vertu de l'article 7 (2009) (tonnes PAO) :		
a) Annexe A, Groupe I (CFC)		0,0
b) Annexe A, Groupe II (halons)		0,0
c) Annexe B, Groupe II (tétrachlorure de carbone)		0,0
d) Annexe B, Groupe III (méthyle chloroforme)		0,0
e) Annexe E (bromure de méthyle)		0,0
f) Annexe C, Groupe I (HCFC)		4,6
	Total:	4,6
Année des données déclarées sur la mise en œuvre du programme de pays:		2009
Montant approuvé pour des projets (en date de novembre 2010) (\$US):		1 857 798
Montant décaissé (en date de décembre 2009) (\$ US):		1 574 414
SAO à éliminer (en date de novembre 2010) (tonnes PAO):		86,7
PAO éliminées (en date de décembre 2009) (tonnes PAO):		79,6

4. Sommaire des activités et des fonds approuvé par le Comité exécutif :

Sommaire des activités	Fonds approuvés (\$ US)
a) Projets d'investissement:	550 500
b) Renforcement des institutions:	359 368
c) Préparation de projet, assistance technique, formation et autres projets ne portant pas sur des investissements :	947 930
Total:	1 857 798

Rapport périodique

5. Tous les objectifs fixés pour la phase VI du projet de RI ont été atteints de manière hautement efficace et en temps voulu; des rapports annuels reflétant la conformité à l'élimination des CFC, du bromure de méthyle et des halons en Géorgie ont été préparés et remis aux agences d'exécution.

Plan d'action

6. Le plan d'action pour le RI au cours de la prochaine phase se concentre sur l'élimination des HCFC et l'atteinte de l'objectif de gel pour les HCFC en 2013. Les activités prévues et les résultats escomptés sont pleinement et clairement identifiés. Dans cette phase du RI, l'UNO aura la responsabilité de mettre en œuvre, coordonner, intégrer et superviser toutes les activités associées à la mise en œuvre du Protocole de Montréal en général et du PGEH en particulier.

Annexe II

OPINIONS EXPRIMÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF SUR LA PROROGATION DE PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS SOUMIS À LA 63^e RÉUNION

Chili

1. Le Comité exécutif a examiné le rapport final accompagnant la demande de prorogation du projet de renforcement des institutions présenté pour le Chili et pris note avec satisfaction des réalisations de l'Unité nationale de l'ozone du Chili durant la mise en œuvre de la huitième phase. Le Comité exécutif souligne en particulier les progrès réalisés par le Chili en vue de l'application réussie du système de permis et de la mise en œuvre de projets tels que le plan d'élimination finale des CFC, le projet sectoriel pour les solvants et la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC. Le Comité exécutif félicite le Gouvernement du Chili pour les résultats atteints au cours de la phase précédente du projet de renforcement des institutions et espère qu'au cours des deux prochaines années le Chili poursuivra la mise en œuvre des activités programmées, avec des progrès remarquables, maintiendra et augmentera ses niveaux actuels de réduction des SAO.

Géorgie

2. Le Comité exécutif a examiné le rapport final accompagnant la demande de prorogation du projet de renforcement des institutions présenté pour la Géorgie et pris note avec satisfaction du fait que les données communiquées par la Géorgie au Secrétariat de l'ozone ont démontré que la Géorgie est en voie d'atteindre les objectifs de conformité de 2010. Le Comité exécutif est donc optimiste pour les deux prochaines années et s'attend à ce que la Géorgie entame avec grand succès la mise en œuvre de son plan de gestion de l'élimination des HCFC en vue d'atteindre les objectifs initiaux de gel et de réduction de la consommation de HCFC en 2013 et 2015, respectivement.



**63rd Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund
for the Implementation of the Montreal Protocol**

(04 - 08 April 2011, Montreal, Canada)

**2011 WORK PROGRAMME
UNDP**

07 February 2011

UNDP

2011 WORK PROGRAMME

I. EXECUTIVE SUMMARY

UNDP's 2011-2014 rolling Business Plan is being submitted separately for the consideration of the Executive Committee at the 63rd meeting, to be held in April 2011. This document represents the 2011 Work Programme and is also being submitted for consideration of the Committee at the 63rd Meeting. The summary of all funding requests submitted by UNDP to the 63rd ExCom Meeting is tabulated in Annex 1. Several project proposals, such as MYA tranches, HCFC investment projects, HCFC demonstration (full) projects and others listed above are not part of this document and are being submitted separately.

Only the following (non-investment) submissions are part of this document as per current practice and all requests are made in accordance with the provisions of the relevant decisions and guidelines of the Executive Committee. Section II provides more details about each of the categories of funding requests below:

Institutional Strengthening Extensions

The requests for funding for extensions of Institutional Strengthening projects are made for 2 countries: Chile and Georgia. Both of these requests cover funding requirements for the duration of 2 years.

Other Non-Investment Activities

UNDP had submitted to all ExCom meetings since the 57th a request for funding for a global technical assistance activity for resource mobilization for maximizing climate co-benefits. This request is also being resubmitted for the consideration of the Executive Committee at its 63rd meeting.

No project preparation activities are being requested as part of this Work Programme.

II. FUNDING REQUESTS PART OF THIS WP DOCUMENT

Institutional Strengthening Extensions

Funding requests for extensions of institutional strengthening projects are tabulated below:

Country	Type	Title	Duration (months)	Amount	Agency Fee	Total
Georgia	INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase VII)	24	60,667	4,550	65,217
Chile	INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase IX)	24	186,550	13,991	200,541
Total (2 requests)				247,217	18,541	265,758

The relevant detailed concepts and proposals are being submitted separately.

Other Non-Investment Activities

Requests for other non-investment activities are listed in the following table.

63rd Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol

Country	Type	Title	Duration (months)	Amount	Agency Fee	Total	Coop Agency
Global	TAS	Resource Mobilization to Maximize Climate Co-Benefits	12	200,000	18,000	218,000	N/A
Total				200,000	18,000	218,000	

The proposal for “Resource Mobilization to Maximize Climate co-benefits” (re-submission) is attached as Annex 2. Demonstration projects have been submitted separately.

III. SUMMARY OF FUNDING REQUESTS (WP)

The table below summarizes the funding requests for non-investment activities and proposals covered under the Work Programme for 2011:

Country	Type	Title	Duration (months)	Amount	Agency Fee	Total	Coop Agency
Global	TAS	Resource Mobilization to Maximize Climate Co-Benefits	12	200,000	18,000	218,000	N/A
Chile	INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase IX)	24	186,550	13,991	200,541	N/A
Georgia	INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase VII)	24	60,667	4,550	65,217	N/A
Total				447,217	36,541	483,758	

ANNEXES

Annex 1: List of all UNDP Submissions to the 63rd ExCom Meeting

Annex 2: Resource Mobilization to Maximize Climate Co-Benefits

ANNEX 1

List of all UNDP Submissions to the 63rd ExCom Meeting¹

No	Country	Type	Description	Total Funding Request (US\$)			Funding Request for the 63 rd ExCom (US\$)		
				Amount	Agency Fee	Total	Amount	Agency Fee	Total
1	Bhutan	INV	HPMP (UNDP component - Servicing Sector)	188,000	16,920	204,920	100,000	9,000	109,000
2	China	DEM	HCFC demonstration project (XPS Foams Sector)	1,973,300	147,998	2,121,298	1,973,300	147,998	2,121,298
3	China	DEM	HCFC demonstration project (Solvents Sector)	352,051	26,404	378,455	352,051	26,404	378,455
4	China	PHA	Sector Plan for HCFC phase-out in the ICR Sector	137,780,000	10,333,500	148,113,500	25,000,000	1,875,000	26,875,000
5	Indonesia	PHA	Overarching HPMP Strategy (Non-investment Components)	8,978,102	673,358	9,651,460	4,000,000	300,000	4,300,000
6	Indonesia	PHA	Air Conditioning Sector Plan						
7	Indonesia	PHA	Refrigeration Sector Plan						
8	Indonesia	PHA	Firefighting Sector Plan						
9	Iran	PHA	Overarching HPMP Strategy (Non-investment Components)	390,000	29,250	419,250	200,000	15,000	215,000
10	Iran	PHA	Residential Air Conditioning Sub-sector Plan	5,872,046	440,403	6,312,449	2,574,884	193,116	2,768,000
11	Iran	FOA	Foams Systems House	225,500	16,913	242,413	225,500	16,913	242,413
12	Nepal	INV	HPMP (UNDP Component - AC Assembly Sector)	49,000	3,675	52,675	49,000	3,675	52,675
13	Nepal	INV	HPMP (UNDP Components - Servicing Sector)	259,600	19,470	279,070	150,000	11,250	161,250
14	Timor Leste	INV	HPMP (UNDP Components – Servicing Sector)	144,200	12,978	157,178	119,200	10,728	129,928
15	Chile	PHA-INV	HCFC Phase-out Management Plan (Stage 1)	2,598,245	194,868	2,793,113	408,925	30,669	439,594
16	Chile	INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase IX)	186,550	13,991	200,541	186,550	13,991	200,541
17	Georgia	INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase VII)	60,667	4,550	65,217	60,667	4,550	65,217
18	Georgia	PHA-INV	HCFC Phase-out Management Plan (Stage 1)	536,800	40,260	577,060	200,000	15,000	215,000
19	Kyrgyzstan	PHA-INV	HCFC Phase-out Management Plan (Stage 1)	52,800	3,960	56,760	52,800	3,960	56,760

¹ a) All amounts are in US dollars; b) Special reports due (balances, status reports, etc.) are not included in this list and submitted separately; c) Joint projects/programmes with UNEP, where UNEP is the lead agency, are submitted by UNEP.

63rd Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol

No	Country	Type	Description	Total Funding Request (US\$)			Funding Request for the 63 rd ExCom (US\$)		
				Amount	Agency Fee	Total	Amount	Agency Fee	Total
20	Moldova	PHA-INV	HCFC Phase-out Management Plan (Stage 1)	88,000	6,600	94,600	88,000	6,600	94,600
21	DR Congo	PHA-INV	HCFC Phase-out Management Plan (Stage 1)	800,000	60,000	860,000	200,000	15,000	215,000
22	Ghana	DEM	ODS-Waste Management and Disposal Demo	219,776	19,780	239,556	219,776	19,780	239,556
23	Mali	PHA-INV	HCFC Phase-out Management Plan (Stage 1)	280,000	21,000	301,000	160,000	12,000	172,000
24	Swaziland	PHA-INV	Conversion from HCFC-141b in the Manufacture of Polyurethane Rigid Insulation Foam for Domestic and Commercial Refrigerators	1,852,845	138,963	1,991,808	1,852,845	138,963	1,991,808
25	Global	TAS	Resource Mobilization to Maximize Climate Co-Benefits	200,000	15,000	215,000	200,000	15,000	215,000
Total: (25 Requests)				163,087,482	12,239,841	175,327,323	38,373,498	2,884,597	41,258,095

ANNEX 2

Resource Mobilization to Maximize Climate Co-Benefits UNDP Revised Proposal

1. Resubmission of the proposal

In accordance with Executive Committee Decisions 58/22, 59/21, 60/22, 61/25 and 62/20, UNDP is resubmitting this proposal for consideration at the 63rd Executive Committee meeting. UNDP's proposal has been further revised to take into account comments from members and to adjust it in view of recent developments.

Developments on financing for climate change at the UNFCCC meetings continue to be mixed. In this context, UNDP continues to monitor international and national developments. Under the MP context, UNDP continues to work towards "selection of alternatives to HCFCs that minimise environmental impacts, in particular impacts on climate, as well as meeting other health, safety and economic considerations" and towards "prioritization of cost-effective projects and programmes which focus inter alia on substitutes and alternatives that minimise other impacts on the environment, including on the climate, taking into account global warming potential, energy use and other relevant factors" (extract from MOP Decision XIX/6).

The overall objective of this proposal is to develop concrete projects/interventions, which would lead to maximizing climate benefits of HCFC phase-out. In seeking to achieve this objective, UNDP will strive to leverage its experience as a *one-stop-shop* in environmental finance (more info under Attachment I of this proposal), with emphasis on sequencing different funding sources such as bilateral donors and private sector partners.

UNDP proposes to develop four concrete projects, which would contain details of technical interventions at the enterprise/sector level to improve energy-efficiency, national-level policy and regulatory interventions to sustain such interventions and their climate impacts and the accounting of such climate impacts as a result of such interventions, particularly in context of the voluntary emission reduction targets adopted by major A5 countries. These proposals will be developed within the framework of the obligations of the selected A5 countries under their respective HPMPs.

2. Project Description

UNDP sees the most potent opportunity to maximize climate benefits in HCFC phase-out in the Refrigeration and Air Conditioning manufacturing sectors, particularly in those A5 countries where HCFC phase-out in these sectors has been prioritized for Stage-I compliance, taking into account that:

- Depending on climatic conditions in a particular country, the impact of indirect CO₂ emissions (due to energy efficiency) contributes 60-90% of the overall climate impact.
- The enterprises in the Refrigeration and Air Conditioning manufacturing sectors have a one-time window for technology conversion. While changing the refrigerant from HCFCs to a non-ODS alternative (direct emission reduction) under the HPMP, technical interventions to improve energy efficiency (indirect emission reductions) can be most suitably and cost-effectively accomplished if implemented simultaneously and be rooted in the HPMP implementation timeframe.
- Most major A5 countries have taken on voluntary CO₂ emission reduction targets by 2020, which falls within the peak implementation timeframe for compliance with the HPMP Stage-1 and Stage-II targets. The technical interventions to improve energy efficiency could potentially concretely contribute to these targets.
- Prepared proposals will help countries to understand concretely the additional finance needed at enterprise level for maximizing climate co-benefits, and facilitate discussions with potential bilateral, private-sector and other financing entities.

Indicative technical interventions that would form a part of the concrete project proposals would include the following:

- Improving/optimizing the condenser fan aerodynamics

63rd Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol

- Improving/optimizing the heat exchanger design including not-in-kind heat transfer components
- Replacing controls and instrumentation for improved part-load performance
- Increasing the versatility of the system design to accept a wider range of prospective refrigerants without sacrificing energy efficiency

In order to develop such projects, the following activities are envisaged to be needed:

- Engaging technical experts for advising the selected project proponents as needed, on the technical interventions needed to improve energy efficiency
- Calculation of net climate impacts both due to direct and indirect emission reductions, using industry-standard tools such as LCCP
- Elaborating the detailed final proposals including the costs
- Facilitating discussions with potential bilateral, private-sector and other financing entities, to ensure common understanding of the proposal

3. SWOT Analysis

Strengths

- UNDP's positioning as the lead agency for HPMPs (and for the Refrigeration and Air Conditioning sectors) in major A5 countries, as well as its positioning in financing of environmental programmes through non-conventional financing, primarily due to its technical and policy expertise and its close relationship with several bilateral and private sector donors
- The relative sophistication of Refrigeration and Air Conditioning manufacturing enterprises in understanding of ozone and climate impacts and the technical interventions needed to maximize them in light of market competitiveness
- The relative technical objectivity in establishing climate impacts due to energy-efficiency improvements from an MRV (measuring, reporting, verification) perspective

Weaknesses

- Potential issues and uncertainties related to the accounting framework adopted for climate benefits associated with HCFC phase-out
- Ability of the selected enterprises/sectors to effectively carry out the required technical interventions within the timeframe available for compliance with the Stage-I targets

Opportunities

- Increasing trends towards MRV objectivity and bilateral and private-sector cooperation in environmental finance
- Progressing developments of new materials, technologies and processes, as well as a consolidation of high-technology research and development, potentially facilitating a quicker transition
- Increased access to information due to connectivity and networking
- Increased awareness of corporate social responsibility and extended producer responsibility
- Detail proposals can be used for resource mobilization purposes

Threats

- Potential barriers and resistance to technology transfer/sharing due to political/economic considerations and isolationist tendencies
- Lack of objective understanding of technical and policy interventions within the governance architecture
- Technological breakthroughs in energy production, which could potentially reduce the incentive for achieving energy-efficiency

4. Resource Requirements

The total costs are estimated as below for four project proposals

63rd Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol

Cost Type	USD
Technical expert costs, travel/DSA(\$50k/proposal)	200,000
Stakeholder consultations	50,000
Total	250,000
Matching in-kind co-financing from UNDP	50,000
Net MLF Funding Requirement	200,000
Total Requirement(including 9% support costs)	218,000

As set out above, UNDP will be making a contribution of in-kind services amounting to US\$50,000(to cover costs of its in-house carbon finance and other non MP teams for providing technical services and for developing the structural, commercial, legal and policy elements if required).

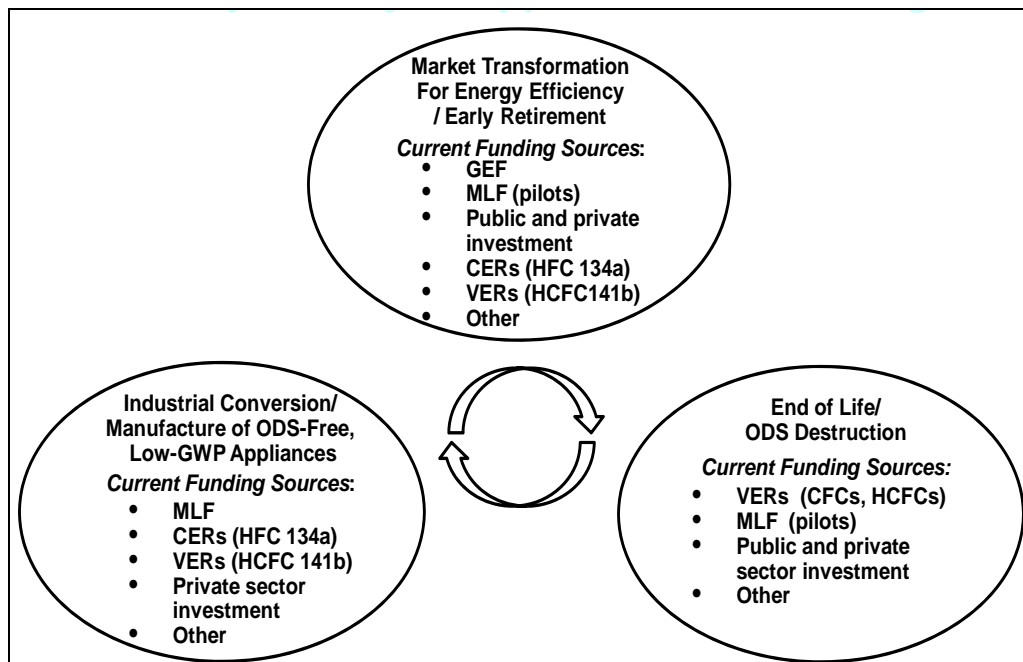
UNDP is submitting a request of US\$200,000 plus support costs for consideration of the Executive Committee at its 63rd ExCom meeting.

Attachment I

UNDP as a One-Stop-Shop for Financing of Climate Benefits

A central aspect of this proposal is for UNDP to act as a one-stop-shop to bring together different non-MLF funding sources to *fully address the costs* of climate benefits relating to HCFC phase-out and ODS destruction projects. The following figure illustrates the possible financing sources for life-cycle project opportunities (This figure is non-exhaustive, with a focus on the refrigeration & AC sector for illustration purposes).

Figure 1 Funding sources for ODS Life-Cycle Opportunities



UNDP is well positioned to draw upon its existing experience with different funding sources, particularly because UNDP is the lead agency for HPMPs as well as the agency implementing the HCFC phase-out in the Refrigeration and Air Conditioning manufacturing sectors in most major A5 countries, such as Bangladesh, Brazil, Colombia, China, India, Indonesia, Iran, Malaysia, Lebanon, etc. These include:

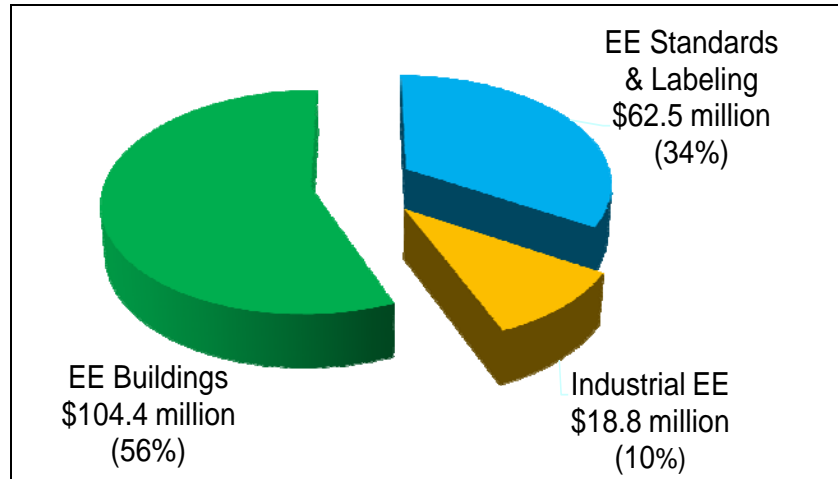
Multilateral Fund:

UNDP has long-standing expertise as an Implementing Agency for the Multilateral Fund since 1991. UNDP's current role as the Lead Agency for HPMPs in a significant number of key Article-5 countries places it in a unique position to identify and develop appropriate projects.

Global Environment Facility (GEF)

UNDP was designated in 1991 as one of the 3 Implementing Agency for the GEF. UNDP has a large portfolio of projects in the area of climate change, totaling over **US\$185 million**. Opportunities exist to do joint activities with ongoing programmes as well as designing new interventions to tap into funding in GEF 5, taking into consideration the GEF 5 climate change focal area objectives as well as the links with POPs, as far as destruction, and dioxins emissions due to incineration/burning.

Figure 2 UNDP's portfolio of GEF Energy Efficiency Projects (with links to Refrigeration & AC sector)



Carbon Finance

UNDP has been an active participant in the carbon finance arena since 2005 with established procedures, staff and expertise in place. In terms of direct emission reductions, UNDP is active in the following areas:

- The MDG Carbon Facility, which offers project development services for projects under the Clean Development Mechanism (CDM) and other carbon markets.
- UN REDD, which is pioneering carbon finance in 9 pilot countries in the area of avoided emissions from deforestation. As a new area of carbon finance like ODS, there are a number of similarities between the two which UNDP can use and exchange ideas and lessons learnt.

Bilateral and Private Sector Finance

UNDP has been proactive in leveraging bilateral and private-sector financing for its environment portfolio in recent years, and is currently engaged with significant partnerships with bilateral donors such as Australia and Norway (UN-REDD plus), Japan, Spain, Sweden, etc. and has ongoing and potential private sector partnerships with major multinationals such as Coca-Cola, Daikin, etc.